

*Rapport
sur la nécessité de financer
le creusement d'un puits
d'accès à l'eau potable
dans le village de Tamaroute*



**Coopérative
Traversière**

Coopérative Traversière

Juillet 2012

Rapport sur la nécessité de financer le creusement d'un puits d'accès à l'eau potable dans le village marocain de Tamaroute

par Jean-Louis Lippert

anatole_atlas@hotmail.com

www.spherisme.be



« *L'Inde est dans ses villages.* »
GANDHI

« La ville se noie dans ses excréments », constate un Centre pour la Science et l'Environnement (CSE) basé à Delhi, qui annonce l'apparition de maladies liées à l'eau stagnante – comme le choléra – dans l'une des proliférations urbaines dont l'Inde a cru pouvoir faire le symbole de son émergence économique : la banlieue pour classes moyennes qui prolonge New Delhi.

Si la situation n'est guère plus enviable pour les habitants des bidonvilles proches, du moins ceux-ci pouvaient-ils, jusqu'il y a peu, s'abreuver d'une illusion : celle de voir quelque jour leur descendance accéder aux charmes de cette cité modèle. Mais l'eau pompée des nappes phréatiques pour alimenter piscines et terrains de golf s'y mêle désormais à celle des égouts, transformant aux yeux de tous en enfer le nirvana promis.

Cette situation caricaturale illustre l'impasse d'une idéologie moderniste ayant multiplié de tels exemples dans la plus grande partie du monde pauvre, où l'exode rural ainsi que l'urbanisation forcée des terres agricoles furent les lois du siècle dernier. La Banque mondiale n'évalue-t-elle pas à quelque 5 % du Produit intérieur brut (PIB), pour un pays comme le Maroc, les gaspillages et dégâts engendrés par la « dégradation environnementale » ?

C'est ainsi que le vieux slogan *Grow now, clean up later* est estimé obsolète par maintes sommités de l'analyse économique. Surexploitation des ressources et pénurie d'eau, pollutions et épuisement des sols sont les symptômes d'un mal qui ne peut être mieux combattu qu'en ses racines : l'exode rural et les concentrations urbaines anarchiques.

Encore ces ravages ne concernent-ils pas que les pays naguère nommés sous-développés. Nous apprenons qu'en France, le béton dévore aujourd'hui quelque 80.000 hectares de terres par an. Plus de dix mètres carrés franchiraient ainsi chaque année l'espace entre campagne et ville par habitant. Ce qui représente (nonobstant l'immobilité ressentie par la majorité des citoyens n'ayant connu que leurs immeubles à étages), par famille de quatre personnes, en une génération de vingt-cinq ans, l'équivalent d'un potager ou d'un verger de mille m².

Instruits chez nous des conséquences multiples – sans doute irréversibles – d'un tel processus, est-il indispensable que nous en imposions la logique exclusive à toutes les régions du monde n'ayant pas eu la chance d'accéder aux bienfaits d'une civilisation qui sacrifie un jardin par personne à ses parkings ?

Une expérience concrète au flanc de l'Atlas nous a convaincus de l'urgence d'agir en faveur d'un développement raisonné, qui passe par la réhabilitation des cultures vivrières et l'investissement dans les zones rurales sinistrées.

*



« *Dire ce qui est tel qu'il est.* »

HERODOTE

A l'exception des guerres, les plus violents traumatismes qu'ait connus l'humanité furent ceux provoqués sur les anciennes communautés par les chocs de la modernité. Qu'est d'autre celle-ci que la logique du marché, dont l'ultime finalité semble être de soumettre le monde au joug de ses divinités ?

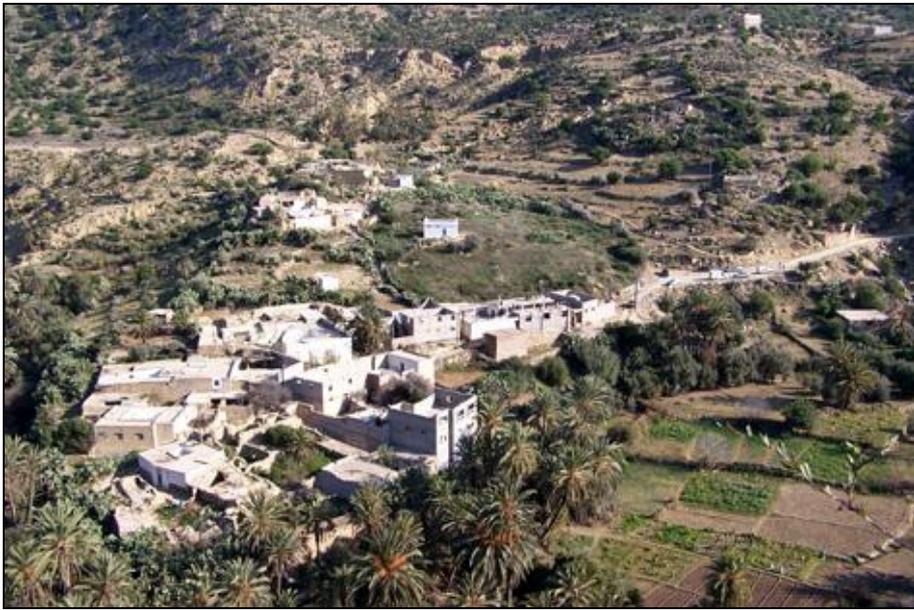
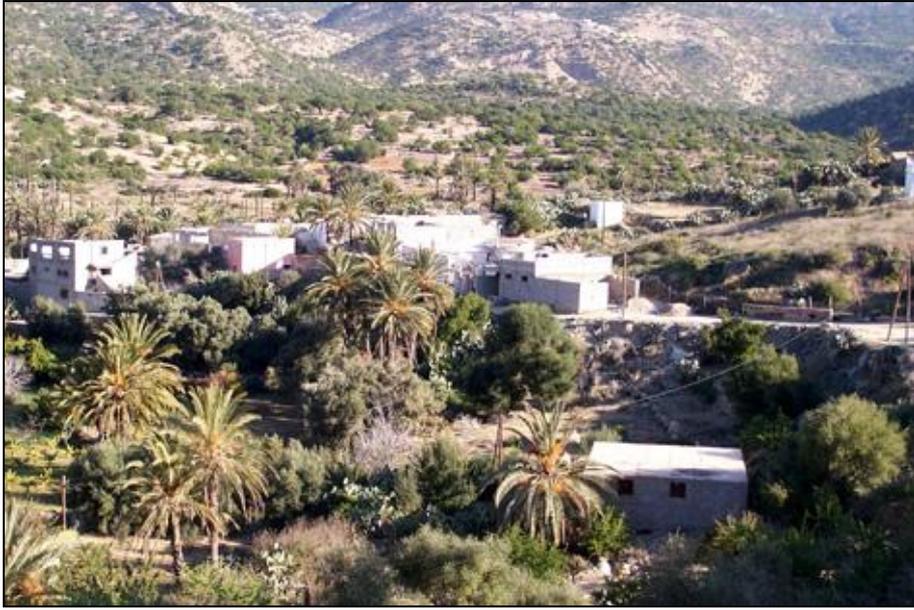
S'il est vain de nier les aspects positifs d'un mouvement planétaire libérateur, ayant mis en communication les peuples grâce aux découvertes géographiques et scientifiques non moins que par l'essor des techniques, du commerce et de l'industrie, qui ne voit proliférer les risques d'un *chaocosme* généralisé ?

Partout s'en multiplient les signes délétères aboutissant à crises identitaires, hystéries sécuritaires et vindictes communautaires. A l'heure où, pour la première fois dans l'histoire, les populations du globe se répartissent également entre villes et campagnes, comment esquisser une réflexion sur la suite prévisible d'un scénario qui verra la majorité des consommateurs urbains dépendre pour sa survie d'une minorité de producteurs ruraux, dans des conditions de répartition des ressources telles qu'aux premiers seuls sera garanti l'accès à cet élément – l'eau – qui est la condition même de viabilité des seconds – donc de tous ?

L'hypothèse ne peut s'envisager qu'à condition que les agriculteurs disposent des moyens d'alimenter ces mégapoles. Or – nombre d'experts en conviennent – l'actuelle voie suivie ne laisse guère augurer d'autres perspectives que catastrophiques. Ainsi revient-il aux habitants des villes, alarmés par la probabilité d'une pénurie des ressources comme par l'expérience d'une dégradation des produits à leur disposition, de s'interroger sur le sort des populations paysannes. Si tout laisse présager leur inexorable déclin dans la partie prospère du monde, relève-t-il de la fatalité qu'une mort programmée soit leur sort sur les autres continents ? Pour brutale qu'elle paraisse, la question ne laisse place qu'à une alternative : lucidité ou cécité.

Sans doute l'opinion majoritaire, par définition conformiste, préfère-t-elle se laisser bercer par un discours lénifiant pour qualifier d'utopiste l'ébauche d'une mise en question du modèle dominant. Mais celui-ci peut-il encore dissimuler son allégeance à une autre utopie : celle qui s'en remet à l'idée selon laquelle une solution salvatrice à long terme serait offerte par les miracles de l'industrie agroalimentaire, dont chaque jour atteste la tendance à imposer les nuisances d'un empire totalitaire ? Ouvrons donc les journaux, si la plus sommaire des informations ne bouscule pas trop notre passion pour le confort au lendemain du rendez-vous mondial à Rio – ce fiasco de tous les gouvernements de la planète.

*



« *C'est l'amour du monde qui nous donne
une tournure d'esprit politique.* »

HANNAH ARENDT

Les médias sont prodigues en reportages qui distribuent à toute heure de jolies images attirant l'attention sur le sort des requins ou du plancton, pour noyer le poisson d'une authentique réflexion relative à ce qui nous lie au cycle de l'eau. De sorte que l'accumulation même des informations coïncide avec une baisse de compréhension des rapports opposant les intérêts de certains squales à ceux du menu fretin. Plongeons donc la main dans une pile de gazettes, publiées entre les deux tours des récentes élections présidentielles en France...

« Alerte au Sahel », titre le quotidien français de référence du jeudi 26 avril dernier. Sous la plume de l'Académicien Eric Orsenna (membre du Comité de parrainage de l'UNICEF) s'étale une pleine page de témoignages. Un demi million d'enfants croupit à l'agonie sous ses yeux dans un camp du Niger, où la majorité des humains en bas âge ne bénéficient pas de la nourriture qui leur serait nécessaire pour une croissance normale. Selon l'auteur, irréversible est la mutilation promise par les séquelles physiques et cognitives de cette malnutrition. Son analyse est sans appel : un programme d'irrigation coordonné remédierait à ce désastre, à condition d'améliorer les infrastructures et de lutter contre la spéculation qui permet aux affairistes sans scrupules d'affamer en stockant le grain pour profiter des meilleurs cours du marché.

Et l'Académicien de se faire l'écho de ceux qui luttent sur le terrain : « Pourquoi ne recevons-nous d'aide qu'en cas de famine déclarée ? Pourquoi préfère-t-on toujours guérir que prévenir ? »

Le lendemain (vendredi 27 avril), ce même journal alerte : « La hausse des prix alimentaires aggrave la malnutrition dans les pays pauvres ». Sous ce titre, un économiste de la Banque mondiale se fait le chantre des Objectifs du Millénaire du Développement. « Nutrition et sécurité alimentaire sont désormais reconnues comme des thèmes majeurs par la Banque mondiale et le FMI », note Pierre Jacquet, économiste en chef à l'Agence française de Développement, non sans ajouter : « Dommage que les rapports des institutions financières aient toujours tendance à dire ce qu'il faudrait faire, quand la question fondamentale serait : ***Pourquoi n'est-ce pas déjà fait ?*** ».

Quant au rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, le Belge Olivier de Schutter, sa précision n'est pas inutile dans le même article : « Un changement de culture s'opère depuis 2008 au sein de ces institutions financières, mais il subsiste chez elles une contradiction entre l'importance théorique accordée aux petits producteurs agricoles et le fait d'en éluder la conséquence concrète, qui est la nécessité de protéger les marchés locaux ».



Le surlendemain (samedi 28 avril), *Le Monde* nous apprend que, depuis l'an 2000, plus de mille transactions foncières internationales, concernant 200 millions d'hectares, se sont opérées dans le monde au titre de la spéculation sur des terres arables – à des fins agricoles ou autres.

Ce phénomène d'accaparement (deux tiers des cas concernant l'Afrique) se serait accéléré ces dernières années suite à l'explosion des prix alimentaires, conjuguée à la baisse des rendements boursiers.

L'exportation des cultures paraît la finalité dans une majorité des projets, le plus souvent à destination du pays d'origine des investisseurs. Comment considérer une telle tendance autrement que comme une forme nouvelle de colonialisme, dont la sophistication raffinée consiste à abroger *de facto* la notion même de souveraineté géographique des Etats – fût-ce avec la complicité monnayable de leurs gouvernements –, les fonds spéculatifs s'emparant désormais d'un pays grâce à l'arme financière plus facilement que jadis par des moyens militaires ?

Car les entreprises bénéficiaires de ces guerres de conquête *new look* s'attaquent principalement aux cultures vivrières de régions pauvres, où les autorités locales s'avèrent impuissantes à protéger les paysans tant la propriété foncière est mal garantie, pour implanter fréquemment des cultures non alimentaires destinées à produire du biocarburant. De sorte qu'une grande part de la production agricole mondiale est destinée à nourrir moins les ventres des misérables ayant eu le tort de naître sur ces terres, que les réservoirs des automobiles garantissant ailleurs les embouteillages indispensables au profit des cosmopolites bailleurs de fonds.

« Donne-nous aujourd'hui notre pain quotidien » : cette humble prière adressée au Dieu de la Bible avait été, pendant près de vingt siècles, une armature morale pour la civilisation chrétienne. Si l'assurance de ne plus mourir de faim permit d'en modifier le sens, les exigences modernes portant désormais plutôt sur un litre quotidien de bière ou de vin, c'est en litres d'essence que se mesurent les revendications contemporaines auprès d'une transcendance évanouie.

D'ores et déjà, le tiers de la production mondiale de maïs est utilisé pour produire de l'éthanol. Un pays comme l'Argentine exporte son soja transgénique et connaît la malnutrition ; par concentration des terres aux mains des fonds spéculatifs, ses agriculteurs meurent ou se transforment en managers. Les pays riches possèdent le marché libre auquel n'ont pas accès les pays pauvres ; lesquels, comme en Haïti quand la production bananière est ravagée par un cyclone, en sont réduits à manger des galettes de boue.

Cette gabegie planétaire pourrait être considérée avec la cynique désinvolture de qui ne s'estimerait guère concerné par ses effets. Mais n'implique-t-elle pas une si monstrueuse ponction des ressources en eau que l'équilibre global est déjà perturbé pour tous, quelque indifférence que certains s'autorisent de feindre ?

Puisons donc encore dans notre pile de gazettes, espérant un nouvel éclairage dont nous gratifierait le même journal de référence dans ses éditions suivantes. Pour le dimanche 29 avril, un article du 2 mai (jour du fameux débat télévisé ayant opposé François Hollande et Nicolas Sarkozy) signale que le déjà nommé Olivier De Schutter, lors d'une autre émission télévisée, s'étonna du fait qu'un



nombre trop important d'Etats africains « n'ont pas pris la mesure de l'importance d'un soutien à la petite agriculture dans leurs stratégies de développement ». Le rapporteur spécial belge des Nations unies sur le droit à l'alimentation poursuit son analyse : « Les pays du Sud doivent reconstituer des systèmes agroalimentaires locaux afin de moins dépendre des importations ; les investissements dans l'agriculture familiale sont une nécessité pour faire reculer la pauvreté ». L'appel de cet expert à regarder en face la crise traversée par les pays du Sahel se conclut par une exhortation : celle de ne pas rééditer l'erreur commise en 2011 dans la Corne orientale de l'Afrique...

Mais qui s'en souvient encore, de ces dix millions d'Ethiopiens et de Kenyans fuyant leurs terres ancestrales accaparées par des fonds spéculatifs sans visage, dont l'unique destin probable est de grossir les flots de réfugiés s'entassant à la diable dans des bidonvilles saturés de millions d'autres déshérités, n'ayant plus pour ultime espoir de salut qu'un saut périlleux vers les mirages de l'Europe ?

Quelque fastidieuses que soient de telles remémorations, j'ai cru bon de ne pas en priver ce rapport tant me paraissait précieux leur double témoignage à l'heure d'une échéance politique majeure pour l'Europe : ces élections présidentielles françaises absolument aveugles, muettes et sourdes face aux questions évoquées. D'une part donc, l'information rigoureuse existe ; le quotidien de référence ne s'abstient même pas de titrer un éditorial : « Au Sahel, sortir de l'urgence humanitaire ». Aucun des termes du problème n'est omis dans ce genre d'article mis en vitrine : les marchands en Afrique ont des stocks, à écouler de préférence quand les prix sont au plus haut ; des millions de familles insolubles n'y ont pas accès. Leur survie précaire dépend des programmes dits humanitaires. Tout se passe comme si l'on préférerait « dépenser plus pour protéger moins ». Selon les Nations unies – dit toujours l'article – « alors qu'un dollar par jour investi dans la prévention pouvait éviter à un enfant nigérien de souffrir de malnutrition aiguë lors de la crise de 2005, il a fallu en dépenser 80 par jour pour sauver cet enfant dans le cadre des opérations d'urgence une fois la famine abattue ». Suit l'antienne bien connue : ne plus se contenter de traiter les conséquences, mais s'intéresser aux causes. A savoir, les défauts des Etats dans l'aide à l'agriculture. N'a-t-on même pas l'audace d'en appeler à un « changement de paradigme » ? Telle est l'autre leçon de ces phrases. Non moins signifiante que l'information publiée, paraît la *politique du vœu pieux* dont témoignent des déclarations destinées à rester lettre morte jusqu'aux prochaines images apocalyptiques...

En l'ère des mégapoles ayant recueilli tous les flux migratoires et ne pouvant plus se développer qu'au risque d'explosion provoquée par ses propres tensions, la ville-monde ne pourrait-elle s'aviser d'une autre urgence que de celle visant à pallier en catastrophe aux conséquences du mouvement centrifuge ayant marqué toutes les communautés autocentrées sur des valeurs traditionnelles ?

*



« *La vraie nouveauté naît toujours d'un retour aux sources.* »

EDGAR MORIN

Loin de nos agglomérations urbaines où d'immenses accumulations de richesses affichent le caractère de la banalité, pourquoi ne pas accéder à un royaume où ce qui paraît banal a conservé les attributs de la plus extrême richesse ?

Deux femmes croisées à la sortie du village, lourdement lestées de fagots parmi quelques dizaines de chèvres et de moutons, rayonnent d'un sourire solaire en apercevant Michèle et sa bouteille d'eau. Khadîdja boit d'abord une gorgée, mais sur notre insistance elle et sa compagne Fatima s'abreuvent à longs traits, tout le bonheur du paradis ruisselant sur leurs visages. Impossible d'imaginer pareille intensité d'expression humaine à une quelconque terrasse de café, dans n'importe quelle métropole occidentale.

Khadîdja et Fatima font signe qu'elles descendent à la rivière. Elles vont remiser les fagots, rentrer le troupeau. Tout à l'heure, accroupies en plaisantant avec les autres femmes, on brisera les noix d'argane. Mais il est urgent d'aller remplir de fourrage les paniers d'un âne pour garantir le souper des nouveaux hôtes...

Nous sommes à Tamaroute, village de l'Atlas en surplomb de l'Atlantique.

Plusieurs bourgades vouées au tourisme s'échelonnent le long du rivage au Nord d'Agadir. Toutes ont gonflé de manière anarchique en vingt ans, par l'afflux du commerce et de la main d'œuvre descendue des montagnes. La collision des cultures n'est pas qu'un cliché journalistique : de maigres troupeaux errent sur le trottoir des cyberboutiques. Mais – nul ne l'ignore – un précaire équilibre a basculé depuis qu'ovins et caprins vagabonds n'ont pour se nourrir que les amas d'ordures amoncelés à même une voie publique où les derniers ânes suffoquent dans la fumée des camions et des taxis. J'ai cru voir la bague d'un propriétaire au sabot de ce mouton broutant les immondices : le bijou rose brillant au soleil est l'anneau d'emballage d'un pot de Danone transpercé par la patte animale. Au Maghreb, tous les enfants raffolent de ces rutilants yaourts spécialement conçus pour les pays pauvres, contenant un taux de colorants qui serait prohibé dans nos grandes surfaces européennes.

Au bout de quelques kilomètres le long d'une rivière à sec, la grande rue poussiéreuse et surpeuplée d'Aourir mène au pied de l'Atlas. Là s'ouvre un autre monde, auquel tournent le dos les habitants du bétonville. Dès les premiers lacets de montagne règne un silence minéral qu'amplifient les milliers d'arganiers accrochés au roc millénaire. Un seul insecte, le salut d'un oiseau à huppe font avec le chant ténu de l'oued une symphonie. Car l'eau n'a pas dit son dernier mot dans le fond de son lit. Sa source relativement proche, à 1789 (!) mètres d'altitude, recèle de magiques réserves accumulées depuis les dernières grandes pluies voici plus d'un an. Selon les amis du village, auquel on accède en une petite heure de marche lente sur un chemin jonché de fossiles, Allah mesure ses prodigalités liquides afin que jamais les humains ne perdent conscience du don sacré de vie qui leur est fait. C'est donc avec un courage redoublé qu'Omar,



Abdelkrim et les autres ont entrepris les grands travaux d'irrigation des champs ces dernières semaines, usant de tuyaux et d'une pompe à moteur au gaz pour cueillir le maigre filet qui traverse les basses terres de Tamaroute. Grâce à leur génie en la matière, plusieurs hectares se colorent déjà d'un vert qui tranche sur le brun du maquis laissé en friche depuis des lustres. L'orge et le maïs ne manqueront pas cette année. C'est absolument nécessaire, car un fait nouveau a bouleversé la vie du village depuis l'an dernier. Raison pour laquelle Khadîdja et Fatima se hâtent vers la rivière avec leur âne aux paniers vides...

Nous contemplons l'aire où s'étend Tamaroute. Un cirque d'environ cinq kilomètres de diamètre, enserrant la vallée sur une dénivellation de deux cent mètres. Ces quelque deux mille hectares pourraient faire vivre, alimentés en eau potable, un millier de personnes. Ils ne permettent qu'à peine, dans les conditions actuelles, à cent rescapés de survivre – pour majorité femmes, vieillards et enfants – dont le revenu global annuel pourrait se comparer au salaire d'un fonctionnaire. Des liens étroits demeurent tissés entre ces familles accrochées à la montagne et leurs membres descendus ces dernières décennies tenter leur chance à la ville : à peu près les deux tiers du village. Pour quelques-uns, ceux-ci se sont intégrés aux fonctions de la modernité : le Danone a remplacé jusqu'au souvenir du lait battu naturel, disparu avec les dernières vaches il y a plus de vingt ans. La majorité connaît un sort de misère. A défaut de travail s'entretient l'irréalisable rêve du retour au bled. Il suffit d'un voyage en autobus d'Agadir à Marrakech pour établir le constat du désastre général : entre les deux proliférations urbaines, une campagne morte, un désert sinistré.

Nous pensions aux articles parus dans *Le Monde* en gravissant les flancs de la montagne. Si le Maghreb n'est certes pas le Sahel, nombre de caractéristiques analogues rendraient périlleux le refus de dissocier ces deux régions dans une analyse globale. Depuis Niger et Mali, d'infimes différences pluviométriques font varier l'ampleur de la sécheresse qui les frappe. Quant aux mirages d'un développement lié au tourisme, leurs oasis artificielles ne prospéraient que par l'illusion d'une croissance infinie dans l'Europe fortunée. Mais les hôtels se vident et la faillite menace tous les petits commerces artisanaux, qui multiplient les grèves pour protester contre la concurrence déloyale des grandes surfaces alimentées par d'obscurs trafics d'influence mêlant le personnel des cinq étoiles au complot des taximen. Ce qui n'empêche pas les plans conçus voici dix ans de s'exécuter, à grands remplissages de nouvelles piscines et arrosages de golfs...

Une main d'œuvre pléthorique et sans emploi, tirée de ses campagnes voici plus d'un demi-siècle pour assurer la reconstruction du Vieux continent, creuser le fond de nos mines et nourrir nos usines en force de travail, partage son errance fantomatique entre des centres urbains surpeuplés de part et d'autre de la Méditerranée. Du Maghreb au Machrek enfle une même frustration sans issue, que le réveil des « printemps arabes » n'a fait qu'exacerber. Comment ne pas s'aviser d'une explosion prévisible, dès lors que le pire adviendra sans doute à défaut de lucidité sur les causes des flux migratoires ? Comment ne pas tout mettre en œuvre pour qu'il soit possible aux populations agricoles de vivre sur



leurs terres et d'échapper à la fatalité de l'exode rural ? C'est dans un tel état d'esprit que nous avons été requis par le sort de Tamaroute.

Les hasards de l'existence exerçant leur apostolat, Michèle et moi sommes tombés sur ce village à la faveur d'une exploration de la montagne entourant le bourg d'Aourir : « si on allait jusqu'à l'autre bout de la rue ? », proposa-t-elle. Et nous nous retrouvâmes au bout du monde. Désseparés par l'absence de toute perspective, ceux qui nous accueillirent témoignaient d'un désir des plus vifs : celui de ne pas succomber au mirage de la ville. Combien des leurs, en peu de temps, n'y ont-ils pas trouvé cette perdition que représente l'acculturation forcée plus encore que la misère ? Nous fûmes gagnés de sympathie par la lumineuse conscience qui se manifestait à nous. Mais comment infléchir l'inéluctable destin ? Les Occidentaux imbus de liberté que nous étions recevaient une leçon de résistance au *fatum*. A moins que celui-ci n'inclût, dans son mystère, l'hypothèse de défier les forces dominantes...

Si l'euphorie régnant sur le marché mondial n'avait été balayée par la dernière crise économique, on pourrait taxer d'irresponsable naïveté le projet de remédier à l'engorgement des villes africaines par une réhabilitation des campagnes. Mais l'expérience vécue auprès d'Omar, d'Abdelkrim et de leurs familles nous a vite convaincus de sa nécessité. Les peuples dits berbères, de l'Atlantique au Yémen, portent en leurs langues le nom d'Amazighs : hommes libres. Agadir signifie grenier à grains. Lors de la destruction de Carthage, au terme des guerres puniques, c'est de traités d'agronomie que s'emparèrent les Romains avant d'incendier les bibliothèques et de raser la ville. Un savoir agricole millénaire, dont témoigne encore la région de Valence – « verger de l'Espagne » – gît toujours dans chaque village, qui pourrait être anéanti sous peu si les politiques macroéconomiques n'opéraient pas un radical changement de tendances.

Car ce savoir exceptionnel, nous y avons goûté. Nulle part au monde ne subsiste sans doute un art si raffiné d'accommoder les plus simples trésors de la nature, au moyen d'instruments de cuisine en pierre ou terre cuite hérités des temps préhistoriques. Les racines latines de notre vocabulaire pour désigner ce qui relève de l'« *ager* » (d'où dérivent agraire, agrumes et agriculture), n'ont-elles pas pour très lointaine origine l'*agrum* – par quoi se dit en berbère le pain ?

S'imposa donc à nous l'idée selon laquelle une immédiate amélioration de la vie dans ce village passerait par l'acquisition de bovins, l'élevage étant ici l'une des traditions séculaires. Nous résolûmes de faire la quête en Belgique pour l'achat de quelques bêtes. C'est ainsi qu'au cours de la dernière année, trois voyages permirent l'acquisition de deux vaches flanquées chacune d'une génisse en bas âge, ainsi que d'un taureau. L'efficacité parfaite avec laquelle ce petit troupeau fut logé, soigné, nourri grâce à des compétences ancestrales retrouvées – parmi lesquelles traite et confection d'un beurre sans égal – n'alla pas sans poser de nouveaux problèmes à la mesure des résultats obtenus. Quel développement – durable – pour ce cheptel si manquaient les moyens de son approvisionnement, le débit de la rivière étant comme on l'a vu récalcitrant ?



Si le transport de l'herbe fraîche dans des paniers à dos d'âne pour le fourrage permet de satisfaire l'appétit de cinq bêtes, qu'en sera-t-il quand le troupeau s'agrandira ? Le village entier pourra-t-il y trouver ses moyens de subsistance ? De quelque côté que l'on abordât ces questions se posait celle de l'eau. Devint donc une priorité pratique ce qui eût paru fantaisiste voici un an : le creusement d'un puits en surplomb du village, permettant l'accès à des sources souterraines, autorisait un espoir tout ce qu'il y avait de plus sérieux d'y voir triompher pour tous le cycle de la vie.

Des plans furent aussitôt tirés sur la comète, mais surtout en de rigoureux tracés, la part du rêve étant secondée par l'expertise d'un géologue. C'est ainsi que fut invité à creuser la question du creusement M. Abdelaziz Oualyoudine. Selon ce dernier, l'Ecole Polytechnique de Lausanne, qui organise des cours itinérants dans plusieurs pays d'Afrique, a déterminé que le douar de Tamaroute, par son extrême pauvreté, répondait aux critères de sélection des villages pour lesquels une aide étrangère était indispensable. Un système à basse fréquence (VLF) dénommé WADI, permet de détecter les veines d'eau de source, qui ne sont pas des nappes phréatiques. Un appareil envoie des ondes qui ricochent dans les zones de fracture, seul endroit susceptible de recueillir le trésor liquide coulant sous la roche. Dans ce cas précis, des failles ont été détectées, ce qui permet d'envisager l'hypothèse de forages de reconnaissance. Un éventuel contrat n'entrerait en vigueur qu'à condition d'avoir trouvé l'eau ; il stipulerait que tout paiement ne se ferait que sur garantie du résultat. Le financement engloberait un « château » du puits, des canalisations pour chaque maison, l'installation d'un compteur d'eau, le forage du puits, son habillage par tubage PVC, la construction d'une chambre de pompage ainsi que la pompe immergée, de même que l'équipement du puits. J'indique en annexe de ce rapport un devis s'élevant à quelque 850.000 DHM, soit environ 80.000 euros. Michèle et moi nous sommes promis de récolter en Belgique, auprès de toute instance concernée, la somme de 50.000 euros. Soit, le MILLIEME de celle qui, selon le titre en Une du « *Soir* » ce samedi 7 juillet (gardons-nous de ne lire que le quotidien français de référence), correspondrait au budget volatilisé d'une fumeuse informatisation des données de la fonction publique, vue comme « gaspillage inacceptable » par l'Inspection des Finances. Mille puits comparables à celui dont a besoin Tamaroute partis en fumée !...

Combien d'autres engloutis dans de ruineuses opérations militaires ? Ne serait-il pas plus rentable pour tous de pratiquer l'AGER plutôt que la guerre, financière ou autre ? La modernité technique venant au secours des traditions séculaires, quelques milliers d'accès à l'eau potable dans les villages d'Afrique du Nord ne représenteraient-ils pas, avec l'espoir de faire croître la garantie d'un avenir pour des communautés se chiffrant en millions d'individus, celui de faire décroître en Europe maints conflits communautaires ?

*



« Ainsi avait commencé une autre existence sans qu'il eût le soupçon que sa vie, comme une eau vagabonde, avait trouvé son dernier lit et s'y précipitait. »

HECTOR BIANCIOTTI

L'une des plus fortes émotions que l'on puisse éprouver consiste à recevoir soudain comme le souvenir ébloui d'une situation que l'on n'avait jamais vécue. Cette sensation vous envahit en découvrant le paysage biblique de Tamaroute. Sans doute existe-t-il mille Tamaroute au Maghreb. Mais rien ne peut faire que, face à l'image mythique d'un Eden surgie du plus profond de notre mémoire imaginaire, l'être entier ne s'abandonne au désir d'y puiser un sens universel.

Quelque proche apocalypse menace-t-elle cette antédiluvienne genèse ? Bientôt l'inéluctable marche du monde risque-t-elle d'anéantir la civilisation berbère, cette relation sublime entre nature et culture qui a traversé les millénaires ? Nous n'estimons pas au-dessus de nos forces la conjuration d'une telle catastrophe.

Comment va la vie ? Cette formule sert de nouvel indicateur à l'Organisation de Coopération et de Développement économique (OCDE), qui intègre désormais la notion du « vivre mieux » aux critères traditionnels ayant naguère mesuré la croissance à la seule aune du PIB. La qualité de l'eau figure parmi ces critères.

Si l'organisation Médecins sans frontières signale qu'à peine un centième de tous les médicaments mis au point dans les laboratoires au cours des quatre dernières décennies était destiné à lutter contre les pathologies des pays pauvres – où deux milliards de personnes seraient touchées par des maladies négligées –, comment ne pas considérer que la première mesure préventive pour parer aux fléaux endémiques ravageant l'Afrique est un accès de tous à l'eau potable ?

Or la dernière assemblée de l'Organisation mondiale de la Santé, réunie à Genève du 21 au 26 mai dernier, vient de déboucher sur une résolution contraignante pour les Etats qui ont ratifié ses conclusions. Ceux-ci devraient consacrer 0,01 % de leur PIB au financement des recherches médicales contre les « maladies négligées ». Encore une fois : quelque nécessaires que soient les milliards affectés à cet objectif, ne s'avèrent-ils pas dérisoires là où l'absence d'accès à une eau non polluée ne cesse de propager les maladies infectieuses ?

Tout concourt donc à nos yeux pour faire de Tamaroute un paradigme de ce vers quoi devraient s'orienter les plus ambitieuses politiques du millénaire entamé. Ceux qui voudront bien prendre connaissance du présent rapport, qu'ils partagent ou non les présupposés subjectifs de son auteur, ne pourront guère se soustraire à l'évidence objective du constat formulé par la Coopérative Traversière. Devant l'échec patent des « Sommets » qui se multiplient pour trouver une issue aux crises planétaires, nous en appelons à ne pas négliger une option jusqu'ici trop peu prise en considération : celle des sources souterraines.



ANNEXES

Formulaire 1 : Demande de subvention

Date de demande :	28 Avril 2011
Demandeur :	Association TAMAROUTE pour le développement et la coopération
Statut juridique :	Association
Adresse :	Douar Tamaroute, Commune rurale Aourir, Province Agadir
Téléphone : 06.50.60.04.92	Fax :
Nom et poste de la personne à contacter : Habouch Ahmed	

Programme d'exécution de l'activité objet de la subvention : Détailler la méthodologie, lieu, date, partenaires, résultats escomptés et comment assurer leur pérennité, spécification technique de tout matériel à acquérir (joindre toute pièce justificative)

L'association Tamaroute propose le projet d'irrigation « TARGA » pour le financement vu les données suivantes :

- 1- L'activité principale de la population du village est l'agriculture vivrière,
- 2- Le mode d'exploitation et le système de gestion sont traditionnels et sans efficacité,
- 3- l'association manque de moyens pour réaliser le projet ;

Le projet consiste en :

- Etudes techniques,
- Creusement du puits,
- Construction et équipement de la station de pompage,
- Construction d'un réservoir d'eau (300 m3),
- Installation des conduites principales et secondaires,
- Installation des compteurs,
- Equipement des parcelles en système d'irrigation goutte à goutte,
- Gestion et suivi du projet



Proposition financière : Détailler le budget du programme d'exécution.

Activité	Budget
Acquisition du terrain (200 m2)	20.000, 00 Dh
Etude technique	15.000,00 Dh
Creusement du puits	170.000,00 Dh
Construction et équipement de la station d pompage	138.712,00 Dh
Construction du réservoir	237.120,00 Dh
Installation du réseau principal et secondaire	271.728 ,26 Dh
Formation et encadrement	12.000,00 Dh
Gestion et suivi du projet	6.000,00 Dh
Total	870.560, 26 Dh

Ressources humaines : Qualifications des ressources humaines dédiées à l'exécution de l'activité.

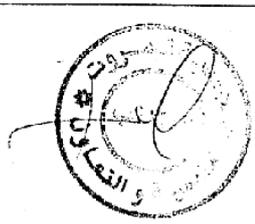
Habouch Ahmed : Chargé du projet et chef de chantier,

El Aouad Omar : Chargé du projet adjoint,

Mellouk Lahoucine, Mellouk Abdelkrim et Lachgar Mohamed : Comité de gestion et du suivi du projet

DECLARATION DE RESPONSABILITE

Je soussigné, Habouch Ahmed responsable de ce projet au sein de l'association Tamaroute pour le développement et la coopération, certifie que l'information contenue dans cette demande de financement est correcte et exacte.

Nom et Prénom:	Habouch Ahmed
Position:	Chargé du projet
Signature & cachet:	
Lieu et Date:	28 Avril 2011



Formulaire 2 : Fiche projet

Nom du projet :
Nom de l'organisme/entité : Association Tamaroute pour le développement et la coopération <ul style="list-style-type: none">▪ Adresse : Douar Tamaroute, commune rurale Aourin- Agadir▪ Tél : 06.50.60.04.92 / 06.66 .56.96.00▪ Fax : 05.28.23.90.69▪ Email : tamarouteassociation@yahoo.fr
Personne contact : Habouch Ahmed <ul style="list-style-type: none">▪ Tél : 06.50.60.04.92▪ Email : tamarouteassociation@yahoo.fr
Description succincte du projet : (Prière de décrire votre projet en 3 à 5 lignes) <p><i>Le projet d'irrigation collective « TARGA » se veut comme un projet novateur dans la région d'Agadir, en effet le village Tamaroute est connu jadis par la production de la banane locale (variété spéciale), depuis les années 80 la situation est en dégradation alarmante (années de sécheresse, migration, rareté des ressources en eau, ...).</i></p> <p><i>La réalisation du projet TARGA aura un impact immédiat sur le site et sur la population.</i></p>
Durée du projet : 6 mois Date de début souhaitée : 1/06/2011 Date de fin prévue : 31/Décembre/2011
Budget estimé du projet : 870.560, 26 Dh DH (équivalent en \$)
Problème diagnostiqué : (Prière de décrire le problème et comment vous comptez le résoudre) <p><i>Le projet TARGA est justifié par le manque d'un système d'irrigation rationnel ; l'agriculture étant l'activité et la source principale de la population est en dégradation continue depuis les années 80.</i></p> <p><i>Le système de gestion de l'eau d'irrigation est traditionnel (irrigation par système gravitaire moyennant les Séguias), la production est vivrière et ne répond gère aux besoins des population.</i></p>
Justification du choix du type de projet : (Expliquez comment votre projet répond au type de projet choisi dans la liste proposée par l'APP) (Objectif 04)



Objectifs de votre projet et résultats attendus : (mentionnez les deux principaux objectifs et précisez, pour chacun d'entre eux, les indicateurs de mesure des résultats attendus)

Objectif global : Amélioration des conditions de vie des agriculteurs,

Objectifs spécifiques :

- Rationalisation des ressources en eau,
- Amélioration de la production agricole,
- Valorisation des produits de terroir ;

Résultats attendus :

- Les ressources en eau sont préservées,
- Le rendement agricole est amélioré,
- Les produits locaux sont valorisés.

Activités prévues : (Veuillez préciser, pour chaque objectif, les activités que vous comptez mettre en œuvre pour sa réalisation – voir formulaire n° 3 ci-joint)

Membres de l'équipe dédiée au projet : (Prière de remplir le formulaire n°7 ci-joint et d'attacher une copie de leurs CV)

Habouch Ahmed : Chargé du projet et chef de chantier,

El Aouad Omar : Chargé du projet adjoint,

Mellouk Lahoucine, Mellouk Abdelkrim et Lachgar Mohamed : Comité de gestion et du suivi du projet

Expérience de votre organisation et éventuellement de ses partenaires : (Veuillez fournir les principales informations sur votre organisme : statuts, mission, activités, projets déjà réalisés et projets en cours, sources de financement. Veuillez aussi préciser l'identité, l'expérience, le rôle et les contributions de vos partenaires éventuels et toute autre information utile pour le présent projet. Prière de remplir les formulaires n°5 & 6 ci-joint)



Déclaration sur l'honneur :

Nous déclarons que toutes les informations fournies dans le présent document sont vraies et acceptons que toute information erronée soit susceptible de conduire à notre disqualification. Nous déclarons également accepter les dispositions réglementaires et organisationnelles prévues par l'APP et mises en œuvre par MSI, relatives à la gestion des subventions dans le cadre du PEAQC. Nous déclarons accepter la décision de la commission de sélection des projets mise en place par l'APP.

Signature 	Nom & Qualité Habouch Ahmed : Chargé du projet et chef de chantier, El Aouad Omar : Chargé du projet adjoint, Comité de gestion et du suivi du projet : Mellouk Lahoucine, Mellouk Abdelkrim Lachgar Mohamed	Date : 28 Avril 2001
---	---	-----------------------------

Formulaire 3 : Description des activités du projet

Objectif 1 : Rationalisation des ressources en eau,	
Activité	Description de l'activité
1. Identification du point d'eau	- Creusement d'un forage (72 M)
2. Système de captage et de distribution	- Construction et équipement de station de pompage - Construction du réservoir et installation des conduites en PVC
Objectif 2 : Amélioration de la production agricole,	
Activité	Description de l'activité
1. Sensibilisation et formation	- Ateliers de formation technique et visites d'échange
2. Aménagement	- Aménagement du sol
Objectif 3 : Valorisation des produits de terroir,	
Activité	Description de l'activité
1. Sensibilisation et encadrement	- Ateliers de sensibilisation en matière de Bio,



Formulaire 4 : Budget de l'organisation durant les 3 dernières années

Rubrique	2008	2009	2010
Cotisation des adhérents (si applicable)	1.500	1.750	2.100
Subventions publiques locales	5.000	7.000	28.000
Subventions publiques nationales	--	--	--
Subventions privées (fondations ; entreprises, ONG...)	--	7.500	23.000
Recettes d'activités	1.000	1.300	2.000
Autres (à préciser)	2.700	3.500	3.000
Budget total (DH)	10.200	21.050	58.100

Formulaire 5 : Partenaires dans la mise en œuvre du projet (s'il y a lieu)

Partenaire	Coordonnées (Tél, fax, E-mail)	Date d'établissement du partenariat
INDH	05.28.84.42.83	Préparation de la fiche du projet programme 2011
Commune rurale Aourir	05.28.31.40.88	En cours

Formulaire 6 : Expérience de l'organisation

Nom du projet	Consistance	Budget approximatif	Nom du Partenaire	Date
Aménagement des pistes	- Elargissement et remblais (chaque saison des pluies)	15.000 / an	La commune rurale	Chaque année
Construction des Séguias	- Aménagement, construction et pose des conduites (300 ml)	35.000	La commune	2010
Formation en approches de développement	- Deux sessions de formation en gestion administrative et financière des associations, montage de projets,	6.000	BET : BEA-DEV	2010
Reboisement	- Plantation de 2000 arbres	2.000	Fondation du sud	2011



Formulaire 7 : Composition de l'équipe et Répartition des Tâches

Nom	Tâche attribuée
Habouch Ahmed	Chargé du projet et chef de chantier
El Aouad Omar	Chargé du projet adjoint
Mellouk Lahoucine	Chargé de suivi financier
Mellouk abdelkrim	Chargé de suivi administratif
Lachgar Med	Chargé de suivi technique

Formulaire 8 : Planning de travail

Actions/tâches	mois 1				mois 2				mois 3				mois 4				mois 5				mois 6			
	S1	S2	S3	S4																				
1.																								
2.																								
3.																								
4.																								
5.																								
6.																								
7.																								
8.																								
Total																								



Formulaire 9 : Budget estimé du projet

Actions/Tâches	Montant (en \$US)		
	APP	Contractant	Autres partenaires
1. Terrain	--	20.000,00 Dh	
2. Etude technique	--	15.000,00 Dh	
3. Creusement du puits	--	--	170.000,00 Dh
4. Construction de la station de pompage	138.712,00 Dh	--	--
5. Construction du réservoir	237.120,00 Dh	--	--
6. Réseau et conduite	271.728,26 Dh	--	--
7. Formation et encadrement	--	12.000,00 Dh	--
8. Gestion et suivi	--	6.000,00 Dh	--
Sous Total	647.560,26	53.000,00 Dh	170.000,00 Dh
Total	870.560,26 Dh		

